

Boussaid au Club de L'Economiste

Les équilibres rétablis, mais pas l'emploi

• Compte courant : Il faut rester vigilant

• Le modèle de croissance doit être basé sur la politique de l'offre

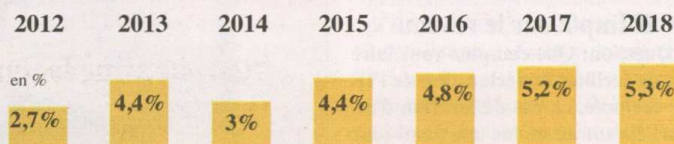
• Chaque point de PIB équivaut à 20.000 emplois nets

Taux de chômage (en % de la population active)



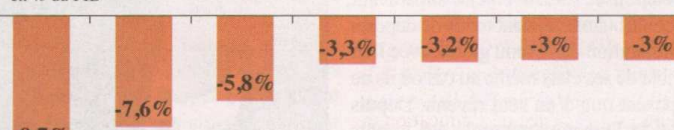
Le ministre de l'Economie et des Finances reconnaît que le contenu de la croissance en emploi n'est pas assez élevé pour enrayer la hausse du chômage, 9,9% à fin 2014. Chaque point de PIB équivaut à 20.000 emplois nets. Trop peu comparés à des dizaines de milliers de personnes qui arrivent chaque année sur le marché. Mohamed Boussaid compte sur la réorientation de la politique économique vers l'offre pour lutter contre le chômage des jeunes.

Perspectives de croissance à moyen terme



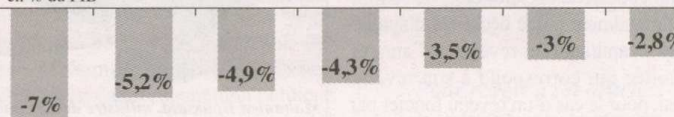
Compte courant

en % du PIB



Déficit budgétaire

en % du PIB

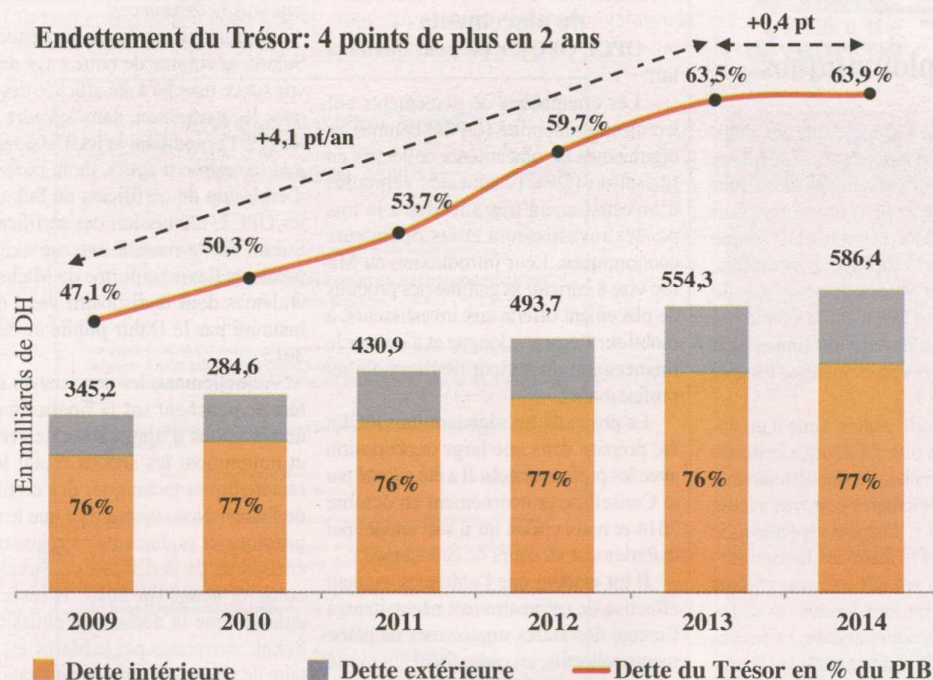


Source: Ministère des Finances

Après le coup de mou de 2014, la croissance économique devrait s'accélérer dès cette année. A moyen terme, elle devrait être au-dessus de 5% selon les projections de la plupart des instituts de prévisions dont le FMI et la Banque mondiale. Mais le ministre dit ne pas croire aux prévisions: «Leur seul mérite, c'est de rendre l'astrologie respectable», dit Mohamed Boussaid.

La décompensation de l'essence et du gasoil a permis d'améliorer de la situation financière de l'Etat. Le déficit du budget devrait reculer d'un point et demi d'ici 2018. Sous réserve que la réforme des retraites se concrétise.

Endettement du Trésor: 4 points de plus en 2 ans



Depuis 2012, la dette du Trésor a augmenté de 4 points par rapport au PIB. Elle s'est située à 63,9% à fin 2014 contre 59,7% du PIB en 2012. Cette hausse n'est pas due qu'au ralentissement de l'activité économique. Un chantier important est en cours sur la restructuration de la dette avec l'objectif d'alléger la charge d'intérêts (27 milliards de dirhams actuellement). Le taux d'intérêt moyen supporté par le Trésor est de 4,5% et la maturité moyenne de sa dette s'élève à 5 ans et 10 mois.

Verbatim

L'impact de la chute des cours du pétrole a été très limité dans le recul du déficit du budget de l'Etat, répond le ministre des Finances à ceux qui critiquent le gouvernement d'avoir bénéficié de circonstances exceptionnelles. Quand on fait la politique, il faut savoir gérer les éléments exceptionnels, assure Mohamed Boussaid.

Il y a une amélioration des comptes extérieurs, notamment la balance des opérations courantes dont le déficit par rapport au PIB recule (3,2%), mais il faut rester vigilant et surtout, poursuivre les réformes.

La masse salariale de l'Etat, charges patronales comprises (assurance maladie, retraite) et impôt sur le revenu inclus s'élèvent à 140 milliards de dirhams. C'est trop élevé au regard des moyens de l'Etat.

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com